



LES SOINS DE SANTÉ PUBLICS, ÇA MARCHE!

Partenariats public-privé (PPP) :

Gain privé, perte publique.

Que sont les partenariats public-privé (PPP)?

Jusqu'à tout récemment, le secteur privé jouait un certain rôle dans l'infrastructure des soins de santé publics (comme les hôpitaux) – les entrepreneurs privés construisaient l'infrastructure mais ne la possédaient pas. Les gouvernements finançaient les projets et les services restaient dans le secteur public. Mais les PPP sont très différents – ils sont une privatisation en douce des soins de santé.

Dans une entente de PPP typique, un consortium de sociétés à but lucratif obtient un contrat pour financer, concevoir, construire, posséder et exploiter un hôpital et fournir des services de santé. Le contrat engage le gouvernement à louer l'hôpital et les services du consortium pendant une période pouvant aller de 30 à 60 ans. À la fin du bail, le consortium possède toujours l'hôpital et les services.

Les gouvernements aiment les PPP parce qu'ils leur permettent de rayer le coût de la nouvelle infrastructure de leurs livres, créant ainsi l'impression qu'ils construisent de nouveaux hôpitaux tout en maintenant l'équilibre budgétaire. Et, bien sûr, les entreprises aiment les PPP parce qu'ils leur garantissent une source de profits à long terme et stable, avec peu de comptes à rendre et peu de risques à assumer. En somme : gain privé, perte public.

Six raisons de se tenir loin des PPP

1. Ils nous coûtent plus cher.

- À long terme, il est toujours plus coûteux de louer des actifs comme des hôpitaux plutôt que de les acheter.
- Les actionnaires des PPP s'attendent à faire des profits et cette donnée est intégrée aux paiements de location versés par les gouvernements – autrement dit, l'argent public subventionne directement les profits privés.
- Le secteur privé paie toujours un taux d'intérêt plus élevé pour emprunter de l'argent que le secteur public – c'est pour cette raison que le financement privé des projets de PPP est toujours plus coûteux.
- Contrairement au secteur public, le secteur privé doit offrir des garanties pour emprunter d'importantes sommes d'argent.
- Les coûts d'acquisition sont beaucoup plus élevés avec les PPP à cause des nombreux niveaux de bureaucratie juridique, financière et administrative nécessaires à la négociation et à l'administration des contrats.
- Les entreprises qui font partie d'un PPP sont tenues de se conformer uniquement à la « lettre » du contrat de PPP et rien de plus, et c'est le gouvernement qui se retrouve avec la facture en cas de frais imprévus, de dépassements de coûts ou d'erreurs. Et si le projet de PPP s'effondre, c'est encore le gouvernement qui paie les pots cassés.

Pour de plus amples informations visitez notre site : medicare.ca

2. La dette du secteur public est toujours là.

Les paiements de location ne permettent pas aux gouvernements d'éviter la dette; ils ne les aident qu'à reporter cette dette à long terme. En fait, les PPP sont un jeu de prestidigitation intergénérationnel. Au lieu d'hôpitaux publics, les générations futures hériteront d'ententes de location coûteuses. Les PPP ne lèguent à nos enfants et à nos petits-enfants que des frais de location sans fin.

3. Nous en obtenons beaucoup moins pour notre argent.

Rien ne montre hors de tout doute que les PPP permettent d'obtenir des actifs et des services de meilleure qualité que le secteur public. Mais des données *abondantes* montrent que le fait d'avoir à générer de plus grands profits pour les actionnaires accroît la pression et entraîne des choix qui compromettent la qualité des services et la sécurité des patients. Chaque fois qu'un service est administré à des fins de profit privé, ceux qui le fournissent ont irrésistiblement tendance à rogner sur les coûts et à diluer la qualité des services pour accroître les profits.

4. L'obligation de rendre compte et la transparence sont moindres.

À cause de la nature secrète des contrats, les PPP combinent une faible obligation de rendre compte et une absence de transparence. Les entreprises concernées n'ont de comptes à rendre qu'à leurs actionnaires. Rien ne les oblige à divulguer des renseignements – que ce soit au sujet des finances, des activités, de la qualité du service, de la fraude ou des violations de contrat. Il est presque impossible pour les contribuables de savoir à quoi sert leur argent dans un PPP, d'évaluer si cet argent a été investi judicieusement et d'obliger le gouvernement et les entreprises visées à rendre des comptes.

5. Les travailleurs sont laissés à eux-mêmes.

Lorsque des actifs et des services publics sont transférés à des entreprises privées, les revenus et les profits sont souvent obtenus aux dépens des travailleurs. Beaucoup d'entreprises mondiales engagées dans des PPP ont la réputation, bien méritée, de privilégier les pratiques antisyndicales, les suppressions d'emplois, les salaires et avantages sociaux minimes et les mauvaises conditions de travail.

6. Les valeurs canadiennes sont menacées.

Les hôpitaux et les services de santé ne sont pas de simples marchandises qui ont une valeur commerciale et un potentiel de profit. Leur but est d'améliorer le bien public. Ils font partie intégrante de la société canadienne, une société qui accorde une valeur fondamentale à la responsabilité collective à l'égard du bien-être des gens et des collectivités. Les PPP ne peuvent pas et ne veulent pas favoriser ce type de société au Canada.

7 Façons d'améliorer notre système public

Toute personne qui se porte candidate à des élections devrait étudier la liste qui suit :

- 1. Recruter et conserver plus de professionnels de la santé dans le système public.** Il faut interdire aux médecins de travailler dans les deux systèmes – cette pratique allonge les délais d'attente dans le système public.
- 2. Résoudre le problème des délais d'attente au sein du système public.** Mieux gérer les listes d'attente. Accroître la capacité en renforçant les services dans les hôpitaux existants et en construisant plus de cliniques et des hôpitaux *publics* plus innovateurs.
- 3. Élargir l'assurance-maladie pour y inclure les médicaments d'ordonnance.** Cela permettrait aux gouvernements provinciaux d'économiser tout en fournissant une pharmacothérapie à un coût abordable à un plus grand nombre de Canadiens.
- 4. Cesser de sous-traiter les services de soutien dans les hôpitaux.** Les garder publics garantit des patients en meilleure santé et des établissements plus propres.
- 5. Améliorer la structure globale de la prestation des soins de santé.** Réformer les soins de santé de première ligne, dispenser plus de soins à domicile publics et créer plus d'établissements communautaires publics de santé et de soins de longue durée.
- 6. Préserver la santé des gens.** Réduire la pauvreté, la malnutrition et d'autres « facteurs sociaux déterminants » de la mauvaise santé.
- 7. Faire respecter la Loi canadienne sur la santé et empêcher la prolifération des soins de santé à deux vitesses.** Miser sur les avantages des programmes publics d'assurance-maladie et sur la prestation sans but lucratif. Les soins à deux vitesses détournent l'argent des patients pour le transformer en profits.

Pour de plus amples informations visitez notre site : medicare.ca